

AIEST

NUMÉRO 681  
TROISIÈME TRIMESTRE 2023

# Bulletin



## LETTRE DU PRÉSIDENT

MATTHEW D. LOEB



@matthewloeb

### Se préparer pour l'avenir

Chères consœurs, confrères et amis,  
Au moment d'écrire ces lignes, la *Guilde des scénaristes de l'Amérique et la Sag-Aftra (Screen Actors Guild-American Federation of Television and Radio Artists)* restent en grève face aux employeurs de l'*Alliance des producteurs de cinéma et de télévision (AMPTP)*. Bien qu'il y ait eu des discussions intermittentes entre les parties, un éventuel règlement reste difficile à prévoir. On espère quand même qu'un accord pourra être conclu bientôt, mais les récents pourparlers n'ont pas cheminé vers un accord qui répondrait adéquatement aux demandes des deux guildes.

Il est évident que même si les responsabilités professionnelles des membres des guildes en grève diffèrent considérablement du travail que nous faisons, de nombreux points importants dans leurs négociations deviendront nos principales priorités lorsque nous négocierons à notre tour l'accord de base entre l'AIEST et les producteurs et les ententes de normes régionales qui expirent l'été prochain. Les ententes éventuelles auxquelles les guildes parviendront nous éclaireront pour déterminer nos propres priorités, propositions et stratégies de négociation lorsque nous négocierons à notre tour nos contrats.

Les défis que nous rencontrerons seront importants. Durant la pandémie, il n'y a eu aucune négociation sur des propositions des sections locales. Les unités de négociation et l'Internationale ont choisi de se concentrer uniquement sur les questions qui affectaient l'ensemble des sections locales en renonçant à aborder les problèmes importants liés à des métiers spécifiques. L'AMPTP était d'accord. Conséquemment, à l'expiration de ce contrat, cela fera six ans que les sections locales n'ont pas eu l'occasion de résoudre de nombreuses questions distinctes, et certains problèmes se sont aggravés au fil du temps. Cette partie de la négociation devrait être difficile et compliquée et elle prendra plus de temps que par le passé. Nous insistons pour que l'AMPTP prenne suffisamment de temps pour négocier de bonne foi avec chaque section locale couverte par l'accord de base.

Il ne fait aucun doute que l'émergence de l'intelligence artificielle affectera des dizaines de métiers de l'AIEST. Nous travaillerons à garantir et sécuriser les possibilités d'emploi pour nos membres et nous empêcherons l'érosion du travail artistique et technique que nous faisons. Nous devons protéger et assurer notre juridiction légitime grâce à une approche humaine qui place la carrière de nos membres dévoués au premier plan des discussions. Nous ne pouvons pas abandonner notre contribution à l'industrie du cinéma et de la télévision et laisser les employeurs nous dévaluer et nous rem-

placer pour servir les intérêts et les profits de leurs entreprises.

Entre autres choses, nous continuerons de plaider pour une rémunération juste et équitable, pour l'avancement de l'équité, de l'inclusion de la diversité, pour l'amélioration de la qualité de vie, pour l'amélioration de la sécurité et la bonification des prestations de santé et de retraite. À mesure que les méthodes de distribution changent et évoluent, et que nos employeurs élargissent leur empreinte dans les marchés mondiaux, nous méritons notre juste part.

Comme nous le faisons depuis 130 ans, nous devons continuer de protéger nos normes et d'assurer une sécurité sociale et économique significative à nos membres et à leurs familles. Nous devons non seulement nous adapter aux circonstances, mais aussi participer à leur évolution. Cela ne peut être accompli qu'avec l'énorme solidarité que nous démontrons, qui s'appuie sur le principe que nous nous soucions les uns des autres et que nous restons forts et ensemble. Dans la solidarité. ■

Les conflits actuels continuent de causer d'énormes difficultés. Veuillez s'il vous plaît consulter les liens ci-dessous qui pourraient vous aider : [MPTF.com](http://MPTF.com) ■ [entertainmentcommunity.org](http://entertainmentcommunity.org) ■ [behindthescenescharity.org](http://behindthescenescharity.org) ■ [afchelps.ca](http://afchelps.ca)

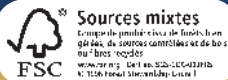
### L'AQTIS SECTION LOCALE 514 PROTÈGE SA JURIDICTION

Le président Christian Lemay et le vice-président international John Lewis ont présenté un rapport sur les efforts de la section locale 514 pour voir reconnaître ses droits de représentation pour les chercheurs travaillant dans l'industrie nationale du cinéma et de la télévision de la province de Québec. Le président Lemay a expliqué que l'Union des artistes du Québec avait déposé une requête au Tribunal du travail du Québec en s'appuyant sur la loi québécoise du Statut de l'artiste afin d'être reconnue comme agent de négociation pour environ 300 chercheurs travaillant dans l'industrie du cinéma et de la télévision au Québec pour la SARTEC et l'AQPM. La section locale 514 est intervenue dans la procédure, en rappelant que l'AQTIS avait été considérée auparavant pour représenter les travailleurs exécutant des tâches spécifiques pour une variété de films et d'émissions de télévision ainsi que pour d'autres fonctions, par exemple, chercheur. Le Tribunal du travail a accepté les arguments de la section locale 514 et a rendu une décision, en mai 2023, confirmant que la demande l'UDA devait être rejetée. La section locale 514 est maintenant en train de recruter ces chercheurs comme membre. Le président Loeb a félicité la section locale 514 pour sa détermination à protéger sa juridiction. ■

### AVIS OFFICIEL

Le Bureau général de l'AIEST tiendra sa réunion régulière du milieu de l'hiver au Sheraton Grand Nashville Downtown, 623 Union Street, Nashville, TN 37219, à partir de 9 h 00 le lundi 22 janvier jusqu'au vendredi 26 janvier 2024. Tous les sujets soumis à l'attention du conseil doivent être acheminés au Bureau général au plus tard quinze (15) jours avant les réunions. ■ Les représentants des sections locales qui désirent assister à ces réunions doivent faire leurs réservations Sheraton Grand Nashville au centre-ville en composant le 1-615-259-2000. Le tarif de chambre d'invités pour l'AIEST, est de 229 \$ US plus les taxes applicables, pour les chambres en occupation simple ou double. Pour obtenir ce tarif privilégié vous devez identifier votre affiliation à l'AIEST. ■ La date limite pour réserver est fixée au 29 décembre 2023. ■ UNE PREUVE DE TEST NÉGATIF À LA COVID-19, EFFECTUÉE DANS LES 12 HEURES PRÉCÉDENTES, SERA REQUISE POUR ACCÉDER À LA SESSION DU LUNDI MATIN ET À CELLE DU MERCREDI MATIN.

WWW.IATSE.NET





## MESSAGE DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER GÉNÉRAL

## Les transactions en ligne seront bientôt disponibles

Le système informatique de l'Internationale, souvent appelé système des finances ou base de données, a été créé il y a près de quinze ans. Au fil des ans, de nombreux ajouts et améliorations ont été apportés, mais le cœur du système est resté le même.

Avant la pandémie, il devenait évident que le système commençait à montrer son âge. La technologie avait évolué et l'ancienne architecture du système rendait les changements et les améliorations plus difficiles. En fait, certains changements souhaités ne pouvaient même pas être envisagés. Les travaux ont commencé pour déterminer ce qu'impliquait la mise à niveau du système et la meilleure façon d'y arriver, etc. Une ébauche commençait à prendre forme lorsque le monde a malheureusement été confronté au Covid-19 et le projet a été mis sur pause.

Heureusement, nous sommes passés à travers la pandémie et nous avons tous recommencé à nous tourner vers l'avenir. Il y a environ un an, nous avons dépoussiéré le projet informatique et commencé à élaborer un plan. Le Bureau général de direction a approuvé les dépenses et, à la fin de 2022, les travaux ont débuté.

Bien que le projet soit très vaste et qu'il touche de nombreux points reliés aux opérations et à la tenue des registres de l'Internationale, les principales sections utilisées par nos syndicats locaux se rapportent à ce que l'on appelle la base de données des membres, en ligne.

Bien que toutes les fonctionnalités que les sections locales ont l'habitude d'utiliser vont demeurer en place, leur apparence et leur fonctionnement pourront différer légèrement. Toutefois, nous introduisons deux nouvelles fonctions qui manquent à nos syndicats locaux depuis de nombreuses années. La première permettra de soumettre des demandes d'adhésion par voie électronique. Les sections locales pourront envoyer au demandeur un formulaire électronique à remplir et à retourner à la section locale. À partir de là, le processus de soumission et d'approbation entre la section locale et l'internationale se fera entièrement en ligne.

La deuxième nouvelle fonction permettra à nos sections locales d'effectuer, d'une nouvelle façon, des transactions financières avec le service des finances. Les sections locales déposeront de l'argent par voie électronique dans leurs comptes auprès de l'internationale et, à partir de ce moment, elles pourront acheter des timbres par capita, payer les frais de traitement des demandes d'adhésion ou effectuer d'autres transactions auprès de l'Internationale simplement en utilisant des crédits à partir des montants déposés dans leurs comptes.

Il est prévu que la partie du système que nos sections locales pourront utiliser devrait être introduite quelque part en octobre. Les secrétaires et les trésoriers devraient surveiller leurs courriels pour cette annonce et pour s'informer à propos des séances de formation en ligne. ■

## RAPPORTS TRIMESTRIELS

Afin que l'Internationale puisse détenir des informations à jour sur ses membres, les sections locales doivent se rappeler que les rapports trimestriels doivent être acheminés à l'Internationale d'une façon régulière. ■ L'article dix-neuf, section 7 de la Constitution et des règlements de l'Internationale stipule que « les rapports trimestriels doivent être acheminés au plus tard trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre ». Par conséquent, les rapports trimestriels devraient être remis le 30 avril, le 30 juillet, le 30 octobre et le 30 janvier de chaque année. ■ Si le nombre de changements à apporter ne rentre pas dans le lieu prévu à cette fin dans le rapport trimestriel, on peut alors mentionner « voir liste incluse en annexe » sur le formulaire et rattacher cette liste au rapport. Il n'est pas nécessaire de fournir de multiples rapports trimestriels pour signaler un nombre important de changements. ■



JAMES B. WOOD

Le vice-président international et directeur des affaires canadiennes John Lewis, le vice-président international Damian Petti, les représentants internationaux Julia Neville, Jason Vergnano, Krista Hurdon, Jeremy Salter, Monty Montgomerie, Cindy Jennings, Jiaming (Ming) Li et William Gladman, la déléguée au Congrès du travail du Canada Siobhan Vipond, la directrice des opérations du bureau canadien de l'AIEST, Nate Richmond, et le conseiller juridique canadien, Ernie Schirru, ont présenté un rapport sur les affaires canadiennes non couvertes dans d'autres rapports distincts depuis la dernière rencontre du Bureau général de direction à Honolulu, à Hawaï, en janvier 2023.

## SYNDICALISATION

L'Internationale continue de rechercher intensément des opportunités de syndicalisation à petite et à grande échelle à travers le Canada et elle continue de se positionner, auprès de tous les niveaux de gouvernements, en tant que leader et principale représentante des travailleurs de la production cinématographique, des spectacles en direct et des expositions. Le Département a colligé une liste complète des lieux de travail et d'événements en direct qui ne sont pas syndiqués au Canada; une liste que le Département vérifie maintenant régulièrement avec les dirigeants des sections locales du pays, en vue de lancer des campagnes de syndicalisation. L'arrivée récente des représentants Li et Gladman, qui se joignent au personnel du Département canadien en tant qu'organiseurs, sous la direction du représentant Salter, a permis de mettre un accent particulier sur la syndicalisation des travailleurs employés dans les industries de l'animation, des effets visuels, des jeux et de la diffusion tout en venant appuyer la section locale 891 dans ses efforts pour syndiquer les productions de films à petit budget, à l'intérieur de la Colombie-Britannique. Ces démarches ont mené à l'obtention des droits de négociation pour deux productions cinématographiques à Kelowna. Le Département gère présentement trente-trois campagnes de syndicalisation et deux parmi celles-ci retiennent l'attention, car elles visent un centre d'animation en Colombie-Britannique qui emploie plus de neuf cents travailleurs et un autre employeur radiodiffuseur national avec plus de cinq cents employés. À la fin de juillet 2023, l'AIEST a obtenu les droits de négociation pour représenter plus de cent quarante techniciens et employés d'entrepôt dans les installations de William F. White International inc. à Toronto, en Ontario qui est l'un des plus grands fournisseurs d'équipements de cinéma et de télévision au Canada et qui est affilié à Sunbelt Rentals. Les efforts de syndicalisation du Département depuis 2015 ont été récompensés par une importante augmentation du membership canadien de l'AIEST qui est passé de 16 659 en 2015 à 32 402 en 2023 ; une croissance de 95 % sur cette période de huit ans, soit environ 12 % par année.

## SCÈNE

Au cours des six premiers mois 2023, grâce aux sommes en provenance du Fonds de résilience des travailleurs de la scène du Canada (voir autre texte), le Département a coordonné et offert de nombreuses formations aux travailleurs des spectacles en direct à travers le pays. De même, les représentants Vergnano et Jennings ont aidé des sections locales dans leurs négociations. Compte tenu des niveaux record d'inflation à travers le pays depuis la pandémie de COVID, ces négociations reflètent la volonté des sections locales de lier les conditions salariales aux statistiques sur le coût de la vie et le Département compile les valeurs recueillies pour les mettre à la disposition de toutes les sections locales. Les négociations des ententes de renouvellement récemment conclues reflètent la capacité des sections locales d'obtenir des augmentations de salaire plus importantes que la normale ainsi que leur capacité d'obtenir des conditions plus concrètes pour résoudre les problèmes de diversité et d'inclusion sur les lieux de travail, par exemple, la reconnaissance du jour la Vérité et la Réconciliation en tant que congé et l'obligation pour les employeurs de juridiction provinciale de fournir des produits menstruels gratuits dans les toilettes des lieux de travail.

Notons particulièrement les succès de la section locale 63 dans ses négociations au Manitoba. La section locale a remporté une grande victoire en incluant le Manitoba Theatre for Young People lors de la négociation du renouvellement de son entente. Elle est allée aussi chercher des contributions aux régimes de santé et de retraite pour les travailleurs occasionnels ainsi que l'accès à un espace propre, sûr et paisible pour les mères qui allaitent en plus d'autres augmentations des contributions à la retraite pour le personnel à temps plein, des augmentations de salaire pour tous les employés et une baisse du nombre d'heures de travail requises pour permettre aux travailleurs saisonniers d'accéder aux programmes d'avantages sociaux.

## CINÉMA

Les représentants Neville et Montgomerie continuent de travailler en étroite collaboration avec les sections locales canadiennes du cinéma pour les aider dans leurs négociations collectives, la gestion des griefs et l'administration au quotidien. L'aide du Département à cet égard est devenue particulièrement importante compte tenu de l'augmentation totale du volume de production de l'ordre de 28 % au Canada depuis le retour au travail qui a suivi la pandémie de COVID et plus récemment du déclin causé par les grèves de la Guilde des scénaristes de l'Amérique et de la Sag-Aftra.

En juin 2023, avec le soutien de l'Internationale, les sections locales 669 et 891 ont remis en question la constitutionnalité de l'entente Safe Harbour de la Colombie-Britannique auprès du Bureau des relations de travail de la province. Dans sa forme actuelle, cette entente restreint dans l'ensemble le droit des syndicats du cinéma de déclencher une grève légale contre toute production en cours de réalisation ou avec des productions dont le tournage est prévu avant l'expiration de l'entente du Conseil des syndicats du cinéma de la C-B. Cette entente limite aussi la capacité des syndicats d'engager librement des négociations collectives telles que garanties par la Charte des droits et libertés du Canada, des droits accordés à toutes les autres sections locales de l'AIEST dans toutes les autres juridictions en dehors de la Colombie-Britannique. L'AMPTP a répondu en s'opposant aux positions avancées par les sections locales 669 et 891. Le litige est présentement devant le Bureau des relations de travail et les parties attendent maintenant que des dates de médiation et/ou d'audience soient déterminées. Le Conseil des syndicats du cinéma de la Colombie-Britannique est donc en attente avant de s'engager dans des négociations complètes pour un accord de renouvellement. Dans l'intervalle, compte tenu de l'incertitude qui entoure la production cinématographique suite aux grèves de la Guilde des scénaristes et de la SAG-AFTRA, le Conseil des syndicats du cinéma de la Colombie-Britannique, qui inclut les sections locales 669, 891 et la section locale 155 des Teamsters, a ratifié un accord de prolongation d'un an avec l'AMPTP à partir du 1er avril 2024.

## EXPOSITIONS

La représentante Jennings du Département canadien continue de collaborer avec le Département des expositions et elle participe à des réunions hebdomadaires. Le Département canadien est en partenariat avec Global Encore pour offrir à la fois des services à la clientèle et de la formation sur les salons commerciaux avec l'aide financière du Fonds de résilience des travailleurs des arts du spectacle ce, à Vancouver, Halifax, Ottawa, London et Winnipeg. En septembre 2023, le département cana-

dien commencera aussi à négocier avec Global Encore les conditions des annexes à la convention collective internationale qui visent les sections locales de Vancouver, Halifax, Ottawa, Londres et Winnipeg.

## RADIODIFFUSION

Le Département canadien travaille en étroite collaboration avec les codirecteurs du Département de la radiodiffusion, Steve Belsky et Fran O'Hearn, en vue de mettre en place une grande campagne nationale de syndicalisation des travailleurs engagés dans ce secteur à travers le pays. Le Département canadien fournira plus de détails sur cette campagne lors de la prochaine réunion du Bureau général de direction.

## COMMUNICATIONS

La représentante du Département canadien, Hurdon, continue d'assumer la responsabilité globale des communications de l'AIEST au Canada. Cela comprend, entre autres, la gestion des comptes de médias sociaux de l'AIEST et du site internet de l'AIEST au Canada, la rédaction des communiqués de presse et les communications par courriel avec l'ensemble des membres canadiens. La directrice des opérations du Bureau canadien, Richmond, fournit une assistance technique pour les communications, en réalisant des graphiques pour épauler les diverses communications du Département, et en assumant aussi l'élaboration et l'entretien du site internet de l'AIEST au Canada. Le Département canadien continue d'accroître ses ressources pour s'assurer que ses interventions sur les réseaux sociaux et toutes les communications émises par le Département canadien soient disponibles dans les deux langues officielles (français et anglais). Le département a embauché Mackenzie Larochelle à temps plein pour fournir ces services de traduction. Avec Larochelle au sein du personnel, le Département canadien est désormais pleinement en mesure de répondre aux demandes de renseignements en personne et/ou par téléphone dans les deux langues officielles. Mitch Croft a également été récemment embauché à temps plein pour fournir un soutien administratif aux représentants dans leurs diverses assignations.

## AFFAIRES LÉGALES

Le Département canadien n'a pas de conseiller juridique à temps plein, mais le conseiller juridique canadien Ernie Schirru travaille avec le Département sur une base quotidienne. L'avocat Schirru et son cabinet, Koskie Minsky LLP, fournissent un soutien juridique vital et opportun à l'Internationale et à un certain nombre de sections locales ainsi qu'au Régime national de retraite et au Régime national d'assurance maladie de l'AIEST au Canada.

## ÉDUCATION ET FORMATION

La coordination et les programmes d'éducation et de formation pour les membres continuent d'être une priorité pour l'ensemble du Département canadien (voir autre texte). C'est également une priorité pour un certain nombre de sections locales canadiennes. À titre d'exemple, grâce à la vision du vice-président Petti et à sa ferme conviction de l'importance de l'éducation, la section locale 212 à Calgary a inauguré un centre de formation de 10 000 pieds carrés. La nouvelle installation offrira des programmes de formation et d'éducation de haute qualité dans le sud de l'Alberta. D'autres développements importants en formation ont également eu lieu avec la section locale 856 à Winnipeg. La section locale 856 a rompu son partenariat avec Film Training Manitoba, une agence financée par le gouvernement, et

fournira dorénavant sa propre formation aux membres présents et futurs. La section locale a embauché Dawn Bourbonnais (spécialiste des communications et de la formation avec plus de vingt ans d'expérience de travail, dans des secteurs à but non lucratif et artistique), pour collaborer avec la direction de la section locale 856 afin de développer et d'offrir un programme de formation complet.

## SECTEUR POLITIQUE ET LÉGISLATIF

La représentante Hurdon continue en tant que représentante du Département canadien responsable des affaires politiques et législatives au Canada. La représentante Hurdon travaille avec le vice-président Lewis et la lobbyiste externe du Département, Isabelle Metcalfe, sur plusieurs questions politiques et législatives. En outre, l'AIEST participe régulièrement à des initiatives politiques et législatives au Canada, en étroite collaboration avec d'autres syndicats et guildes du divertissement ainsi qu'avec le Congrès du travail du Canada (CTC). Siobhan Vipond, déléguée de l'AIEST au CTC est également l'une des deux vice-présidentes exécutives du CTC. En mai 2023, Vipond et son Équipe unie ont été réélues à la convention du CTC tenue à Montréal, au Québec. Les représentants Hurdon et Salter ont collaboré à la campagne de réélection de Vipond jusqu'à l'ouverture de la convention du CTC. Les sections locales de l'AIEST ont délégué trente-sept membres à la Convention pour soutenir Vipond et l'ont aidée à être élue par acclamation en tant que vice-présidente exécutive pour un nouveau mandat de trois ans.

## RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE

Les vice-présidents Lewis et Petti ainsi que les représentantes Neville et Jennings jouent tous un rôle important pour assurer le succès continu du Régime d'assurance maladie national de l'AIEST au Canada qui a été créé en 2012. Le Régime compte désormais vingt-cinq groupes participants protégeant plus de 39 000 membres avec des coûts annuels estimés à 61,7 millions de dollars. Bien que le Régime ait connu une croissance de 13 % depuis 2022, le taux des primes n'a augmenté que de 0,21 %, ce qui est remarquable en ces temps de grande inflation.

## RÉGIME DE RETRAITE DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU DIVERTISSEMENT

Le Régime de retraite de l'industrie canadienne du divertissement (RRCID) est présidé par Frank Haddad, qui est membre de l'AIEST, alors que le vice-président Petti et la représentante Neville font partie du conseil d'administration du RRCID. Le RRCID maintient sa croissance régulière malgré la volatilité des marchés financiers due à la pandémie de COVID. Le RRCID possède plus d'un milliard de dollars d'actifs avec plus de 39 000 participants. À compter du 1er janvier 2023, la possibilité de contribuer à un régime d'épargne-retraite enregistrée (REER) et/ou à un compte d'épargne en franchise d'impôt (CELL) a été étendue au conjoint, à l'enfant et/ou aux parents d'un membre qui répondent aux conditions d'éligibilité pour pouvoir contribuer.

Le président Loeb s'est montré impressionné par le travail du Département qui a permis une croissance de 95 % en huit ans. Ces efforts du Département sont à l'origine de ce succès. Il a en outre noté que les lois progressistes qui soutiennent les membres et tous les travailleurs sont exemplaires. Il a remercié sincèrement le vice-président Lewis et l'ensemble du Département des Affaires canadiennes pour leur travail. ■



## LE FONDS DE RÉSILIENCE POUR LES TRAVAILLEURS DES ÉVÉNEMENTS EN DIRECT AU CANADA

Le vice-président et directeur des affaires canadiennes John M. Lewis et les représentants internationaux Jason Vergnano, Krista Hurdon et Cindy Jennings ont présenté un rapport au Bureau général de direction sur l'allocation de 1 \$ million de dollars décernée à l'AIEST au Canada par le Fonds de résilience. Le Fonds de résilience a été mis sur pied par le gouvernement fédéral en 2022 afin d'aider tous les travailleurs à développer et à maintenir des compétences liées à leur carrière ce, dans le but d'accroître leur résilience.

Dans cet esprit, le Bureau canadien de l'AIEST a collaboré avec les sections locales de la scène à travers le pays pour offrir dans les deux langues officielles des cours de formation sur les différents métiers de la scène. Le Bureau canadien a fourni un soutien logistique aux syndicats locaux pour promouvoir et offrir des cours de formation (sujets à l'approbation des représentants Vergnano et Jennings), en collaboration avec l'expertise des membres de l'AIEST et d'autres experts en formation.

Le Bureau canadien a également organisé et offert une grande variété de cours en ligne via le portail canadien de formation de l'AIEST. De plus, le Bureau canadien s'est associé à Global Encore pour offrir des cours en ligne de classe mondiale «World Class Customer Service» et six cours audiovisuels de base, dans cinq grandes villes du Canada. Les efforts du Bureau canadien, des 21 sections locales canadiennes participantes et

des diverses parties prenantes de l'industrie ont amené la participation de 2 100 membres. Ces étudiants provenaient de dix provinces et près de la moitié de ces étudiants étaient liés à un programme d'équité reconnu. Sur les 125 cours de formation dispensés avec le financement du Fonds de résilience, 44 cours ont accordé aux étudiants une certification officielle, 64 cours ont fourni aux étudiants une formation spécifique à certains métiers. Avec l'aide des membres de l'AIEST, des cours de formation sur la coiffure, le maquillage et l'éclairage, etc., ont également été offerts aux travailleurs issus des communautés autochtones et noires. D'autres formations sur le bien-être, les premiers soins, la santé mentale, l'inclusion de la communauté LBGTQ+ sur les lieux de travail, le stress et l'épuisement professionnel et le respect sur les lieux de travail ont également été dispensés.

Dans les faits, 94 % des étudiants ont indiqué qu'ils pouvaient mieux exécuter leur travail après avoir terminé leur formation. Les évaluations qui ont suivi les cours ont également mis en lumière un grand désir pour de nouvelles formations dans l'avenir. Le Bureau canadien est donc occupé à coordonner et mettre en place de futurs cours de formation du Fonds de résilience en allant chercher d'autres subventions des gouvernements du fédéral et des provinces. Le président Loeb a approuvé avec enthousiasme tous ces efforts. ■

## UN SYNDICAT POUR LES TRAVAILLEURS DES EFFETS VISUELS AU CANADA ?

Le 27 juin dernier, le Département canadien de l'AIEST a organisé une rencontre avec des travailleurs des effets visuels de partout au Canada. Le but de cette rencontre était de fournir des informations à ces travailleurs sur les avantages de la représentation syndicale, de les informer sur le processus de formation d'un syndicat dans chacune des différentes juridictions provinciales, et de répondre à toutes leurs questions à propos de l'AIEST. La rencontre, une présentation de l'AIEST et des avantages de l'adhésion à un syndicat, a été organisée par le représentant international Jeremy Salter, avec l'aide des représentants Jiaming Li et Mark Patch. Plus de 320 travailleurs étaient inscrits à cet événement très réussi.

La représentation des travailleurs des effets visuels au Canada n'est pas quelque chose de nouveau pour l'AIEST. Les travailleurs et les superviseurs des effets visuels sur les plateaux sont syndiqués dans plusieurs juridictions. Cependant, la représentation du côté des fournisseurs et des studios d'effets visuels demeure faible. Au sud, nos confrères américains ont travaillé fort pour syndiquer les effets visuels en organisant des rencontres de travailleurs et en lançant une enquête sur le travail des effets visuels. Au Canada, nous espérons recréer cet élan. La rencontre des travailleurs canadiens des effets visuels a été un énorme succès et pendant près de deux heures, les travailleurs ont posé des questions et partagé des idées sur l'amélioration des conditions de travail pour les travailleurs des effets visuels. Beaucoup de travailleurs participants ont approché les représentants Li et Salter au sujet des prochaines étapes à suivre dans leur lieu de travail. Comme pour l'enquête réussie utilisée aux États-Unis, le Département canadien de l'AIEST a également lancé une enquête spécifique à laquelle les travailleurs des effets visuels à travers le Canada continuent de répondre. Davantage de rencontres et d'événements sont prévus pour l'avenir. Lorsque la question de l'intérêt pour un syndicat des travailleurs des effets visuels au Canada a été soulevée, les travailleurs ont répondu « Absolument ! » ■

### BUREAU GÉNÉRAL

MATTHEW D. LOEB  
Président international

JAMES B. WOOD  
Secrétaire trésorier général  
207 West 25<sup>th</sup> Street, 4<sup>th</sup> Floor  
New York NY 10001  
Tél. 212 730-1770  
Fax 212 730-7809

Bureau canadien  
JOHN M. LEWIS  
7<sup>e</sup> Vice-Président international  
Directeur des affaires canadiennes  
22 St-Joseph Street  
Toronto ONT M4Y 1J9  
Tél. 416 362-3569  
Fax 416 362-3483

Secrétaire du 11<sup>e</sup> district  
CHERYL BATULIS  
1505 Holburne Road  
Mississauga ONT L5E 2L7  
Tél. 416 919-4262  
iadistrict11@gmail.com

### COMMENT REJOINDRE LES SECTIONS LOCALES

56 > Montréal  
ISABELLE GARCEAU  
Secrétaire archiviste  
1, rue de Castelnau Est, local 104  
Montréal QC H2R 1P1  
Tél. 514 844-7233  
Fax 514 844-5846  
archiviste@iatse56.com

262 > Montréal  
AUDREY PRÉVOST-LABRE  
Secrétaire archiviste  
1945 Mullins, bureau 160  
Montréal QC H3K 1N9  
Tél. 514 937-6855  
Fax 514 937-8252  
s.ross@iatselocal262.com

AQTIS-514 > Montréal  
NICOLAS MARION  
1001 BD de Maisonneuve E.  
Bureau 900 Montréal H2L 4P9  
Tél. 514 844-2113  
Fax 514 608-1667  
cinemaron@me.com

863 > Montréal  
MÉLANIE FERRERO  
4251 rue Fabre  
Montréal QC H2J 3T5  
Tél. 514 641-2903  
iatse863@gmail.com

523 > Québec  
ALAIN ROY  
8500, boul. Henri-Bourassa  
bureau 212  
Québec QC G1G 5X1  
Tél/Fax 418 847-6335  
secretaire@iatse523.com

849 > Provinces maritimes  
OLIVIA KING  
617 Windmill Road, 2<sup>nd</sup> Floor  
Darthmouth, NS, B3B 1B6  
Tél. 902 425-2739

LORRAINE ALLEN  
Administratrice  
Régime de retraite canadien  
de l'industrie du divertissement  
22 St. Joseph Street  
Toronto ONT M4Y 1J9  
Tél. 416 362-2665  
Fax 416 362-2351  
www.ceirp.ca

Pour rejoindre l'éditeur  
ROBERT CHARBONNEAU  
bobcharbonneau@videotron.ca

BULLETIN AIEST (IATSE)  
CP 34123, Québec QC  
Canada G1G 5X0



Le 25 avril dernier, le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris ont lancé leur campagne de réélection. Le Bureau général de direction de l'AIEST a alors donné unanimement son appui à la campagne Biden-Harris 2024. Lors de sa campagne en 2020 Joe Biden avait promis d'être le président le plus pro syndical depuis Franklin D. Roosevelt et selon le Bureau général il a rempli maintes fois ses promesses depuis son élection.



Le 25 juin dernier, l'Internationale s'est associée aux dirigeants locaux, aux membres et aux autres invités pour célébrer la fierté à Toronto et à New York. À la fin du défilé de la fierté de Toronto, John Lewis est photographié avec des membres des sections locales de l'AIEST de la région.